



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir. Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

J. de Gaulle.

N° 295 Février-Mars 2014

Le journal de la droite civique, gaulliste et patriote

<http://www.lemil.org>

Mars 2014 : un devoir civique national

PUNIR LA GAUCHE

par **Jacques ROUGEOT**,

professeur émérite à la Sorbonne, vice-président du MIL

Oui, c'est bien une punition qu'il faut infliger à la gauche. Notre ligne, à l'occasion de toutes les élections, a toujours été exprimée en une formule : battre la gauche. Cette fois-ci, il faut franchir un cran supplémentaire. Chaque fois que la gauche a exercé le pouvoir, cela a toujours été au détriment de la France. Mais aujourd'hui, nous pouvons déjà nous

rendre compte que le mandat de François Hollande aura eu, à terme et en profondeur, des effets parmi les plus pernicieux dont notre pays ait eu à souffrir. Nous sommes au-delà des divergences politiques, c'est la substance de la nation qui est maintenant en péril et, circonstance aggravante, cela intervient dans une pé-

riode d'extrême instabilité nationale et internationale.

Toutefois, avant de creuser ce point, une question se pose : des élections locales sont-elles la bonne occasion pour intervenir dans des problèmes de cette nature et de cette dimension ?

Élections locales, enjeu national

Bien entendu, les socialistes font tout pour minimiser, et même pour pulvériser, les enjeux de ce scrutin. Il n'est pas nécessaire d'être un stratège de haut vol pour voir que c'est le seul moyen pour eux de limiter les dégâts. Ils ont donc tout intérêt à dire qu'il y aura au mois de mars trente-six mille cas particuliers et que les problèmes à régler porteront essentiellement sur l'aménagement d'un rond-point ou le ramassage des croûtes de chien. Cela doit déjà être pour nous une bonne raison d'adopter une attitude inverse, mais il y en a bien d'autres, et de plus importantes.

D'abord, voyons les choses en face : quelles qu'aient été les intentions de chacun, tous les commentaires, à partir de 20 heures au soir du premier tour, seront de nature politique. Ainsi, tous les citoyens de droite qui auront contribué, par leur abstention ou par un vote mal approprié (nous y reviendrons) à faire élire une municipalité de gauche seront enrôlés, malgré qu'ils en aient, parmi les soutiens du pouvoir socialiste.

Surtout, il ne faut pas oublier que les socialistes ne détiennent pas seulement la totalité du pouvoir national (présidence de la République, assemblée nationale,

sénat), mais aussi une bonne partie du pouvoir territorial et local (régions, départements, communes). Ils ont même conquis le pouvoir national après avoir occupé la plupart des pouvoirs locaux. S'imaginer qu'il y a une différence de nature, selon les échelons, entre les pouvoirs, avec une sorte de cloison étanche entre le local et le national, est donc une simple preuve d'aveuglement. Si nous voulons reconquérir globalement le pouvoir en France, nous ne ferons pas l'économie des efforts que nécessite la reconquête de chacun des échelons. Les gens de droite sont souvent impatients. Ils voudraient que, par un acte décisif, ils puissent regagner d'un seul coup la totalité du pouvoir qu'ils ont perdu. Cette impatience est en pratique un grave défaut. Une partie de notre effort prend la forme d'un travail de fourmis. C'est l'impression que peuvent donner les élections municipales. C'est pourtant une étape que nous ne saurions éluder. En mettant notre bulletin dans l'urne municipale, nous devons donc bien penser que ce bulletin participe, de façon non officielle mais très réelle, à un scrutin global à l'échelon national.

Autre conséquence, sensible à terme, de ce scrutin local. A première vue, on

peut dire que, quel que soit le résultat des élections municipales, Hollande ne perdra pas une seule unité de sa majorité, ni une seule prérogative de son pouvoir. En fait, les choses sont bien différentes. Le pouvoir socialiste est comme une forteresse assiégée. Du fait, en particulier, des institutions de la V^{ème} République, il ne suffit pas d'un coup de boutoir pour faire effondrer cette forteresse, mais chaque coup de boutoir en ébranle les murailles, il précipite et facilite la chute finale.

Toutes les occasions sont bonnes. Les pessimistes à courte vue disaient que les immenses manifestations du premier trimestre 2013 avaient été vaines puisqu'elles n'avaient pas empêché la promulgation de la loi Taubira. On voit bien aujourd'hui qu'elles ont produit un effet à retardement en faisant reculer le gouvernement après la manifestation du 2 février 2014 et que, surtout, elles ont ébranlé le pouvoir socialiste bien au-delà des objectifs particuliers qu'elles s'étaient assignés.

On emploie souvent l'expression de vote-sanction. Il faut que les élections de mars 2014 soient considérées comme un exemple par excellence de vote-punition.

Punir le gouvernement

On dit que nous avons en France un gouvernement. Bien des indices pourraient nous faire douter de la réalité de la chose. On a, en effet, scrupule à désigner du nom de gouvernement une bande inorganisée d'individus qui, pour la plupart, appartiennent à la catégorie des

«bras-cassés» anonymes. Personne ne connaît leur nom, personne n'a pu apercevoir la moindre trace d'une quelconque action de leur part.

Parler d'inorganisation à propos de ce soi-disant gouvernement relève

d'ailleurs de l'euphémisme. En fait, c'est bien d'anarchie qu'il s'agit, une anarchie qui se révèle au grand jour chaque fois que des ministres veulent faire parler d'eux et qui gangrène la totalité des organes du pouvoir socialiste, de la base au sommet. Le dernier exemple en date (du

moins au moment où ces lignes sont rédigées) se situe après l'éclatant succès de la «Manif pour tous» organisée contre les projets de destruction des bases de la morale sociale. En deux jours, nous avons eu droit à quatre prises de position péremptoires et contradictoires. Manuel Valls, étranger au dossier, mais premier ministre de fait auto-proclamé, affirme que le gouvernement n'acceptera aucun amendement tendant à introduire la PMA et la GPA dans le projet de loi sur la famille ; puis Hollande fait savoir que le projet de loi est retiré au moins jusqu'en 2015 ; puis Le Roux, président du groupe parlementaire socialiste, déclare que les députés se réservent le droit de reprendre à leur compte la légalisation de la PMA et de la GPA ; puis Ayrault, voulant faire savoir qu'il est toujours officiellement premier ministre, laisse entendre qu'il remettra sur le tapis certains éléments, sans dire lesquels, de la loi renvoyée par Hollande aux calendes grecques. Finalement, aucune décision n'est prise, ni même annoncée. Ce pseudo-gouvernement, c'est tout justement, pour reprendre une expression moliéresque, «la cour du roi Pétaud».

Ce qui est grave, c'est qu'il ne s'agit là que d'un exemple parmi une multitude de cas semblables, dont beaucoup portent sur des sujets d'importance. Au début, les commentateurs bienveillants ont mis en cause des erreurs de jeunesse dues à l'inexpérience de pauvres petits socialistes qui avaient été trop longtemps privés du pouvoir. Mais les «couacs», comme disent les médias, se sont multipliés au fil des mois. On ne pourrait littéralement pas compter les déclarations, affirmations, proclamations, anticipations, contradictions, plans, promesses, annonces, démentis, palinodies, mesures, contre-mesures, marches, contre-marches à propos de la fiscalité. Au bout du compte, quand on regarde la réalité, on s'aperçoit que toutes ces contorsions ne sont, au mieux, que des preuves d'incapacité ou, le plus souvent, des formes diverses de mensonge et de cynisme.

Il est très grave, pour un gouvernement, de faire une mauvaise politique, mais il est sans doute plus grave d'être en fait la négation de sa propre nature. Comme il existe dans l'univers de l'antimatière, la France a la triste particularité d'être dotée d'un anti-gouvernement. A ce point de vue, en près de deux ans d'exercice du pouvoir, la décomposi-

tion de la bande à Ayrault s'est encore accentuée.

Cet anti-gouvernement mérite incontestablement de se voir infliger, à l'occasion des élections municipales, une punition collective. Qu'en est-il des quelques ministres qui occupent des positions névralgiques et qui échappent à l'anonymat ?

Normalement, on devrait s'intéresser en priorité à celui qui est officiellement le premier d'entre eux. Mais que dire de Jean-Marc Ayrault ? Dès son discours d'investiture, on a su qu'il était l'un des plus piètres orateurs de la classe politique et que sa personnalité se réduisait à une grisaille soporifique. C'est probablement ce qui lui a valu son poste à l'Hôtel Matignon. Avec Ayrault, Hollande peut être tranquille. Il a trouvé un second plus dépourvu de charisme que lui-même.

La gauche a trouvé sa *pasionaria* en la personne de M^{me} Taubira. Celle-ci a révélé une combativité et une habileté dialectique remarquables lors du débat sur le mariage homosexuel. Ces qualités sont mises, depuis longtemps et publiquement, au service d'un fanatisme intransigeant nourri par une idéologie extrémiste. Bien consciente, comme elle l'a dit, que le mariage homosexuel marque un changement de civilisation, elle entend compléter son œuvre en imprimant sa marque dans tous les sujets de société d'une façon qu'elle espère irréversible. Persuadée que les délinquants et les criminels sont en fait des victimes de la société, elle fait tout pour leur assurer un traitement indulgent allant jusqu'à l'impunité. A cet effet, elle s'emploie à détruire avec ardeur tous les dispositifs de sécurité mis en place, en particulier lors du précédent quinquennat. Que soit confié à cette femme bien connue, qui plus est indépendantiste guyanaise, donc séparatiste par rapport à la République française, le poste hautement stratégique de ministre de la justice, voilà qui en dit long sur la volonté délibérée qu'ont les socialistes, et spécialement le président de la République, de détruire les fondements de la société française.

Avec ses airs de bon élève de la Troisième République, Vincent Peillon est un autre exemple de fanatique nommé dans un poste névralgique. Conscient de «l'importance stratégique de l'école au cœur du régime républicain», il se fait de celle-ci une idée quasi mystique : «C'est bien une nouvelle naissance, une trans-

substantiation qui opère dans l'école et par l'école, cette nouvelle Eglise, avec son nouveau clergé, sa nouvelle liturgie, ses nouvelles tables de la Loi». Dans cet esprit, il déclare en septembre 2012, alors qu'il est déjà ministre : «Il faut être capable d'arracher l'élève à tous les déterminismes, familial, ethnique, social, intellectuel». Un adjectif convient parfaitement pour qualifier un tel projet : totalitaire.

Le cas de Manuel Valls est plus subtil, mais, somme toute, parfaitement clair. Il l'était depuis le début, même si la stratégie du ministre de l'intérieur lui a permis, dans un premier temps, d'apparaître comme l'homme politique le plus populaire. Le calcul était simple. Persuadé de pouvoir compter indéfectivement sur les sympathies de gauche, Manuel Valls réussit d'abord à piper les voix de la droite en prenant des postures avantageuses en matière de sécurité. Il réussit si bien que la gauche s'en émut et qu'il dut lui donner des gages. Peu doué pour la finesse, il ne trouva rien de mieux que de diaboliser les participants aux diverses «manifs pour tous» et de déchaîner contre eux la rigueur, voire la brutalité, des forces de l'ordre. Les yeux des gens de droite commencèrent à s'ouvrir. Ils s'ouvrirent encore plus grands quand furent publiés les résultats très médiocres de son action en matière de sécurité. On s'aperçut alors que le matador d'opérette n'était qu'un matamore et c'est ainsi qu'il perdit dans les sondages douze points en deux mois.

Valls s'est assurément surestimé. Il est d'abord entré dans le jeu de Hollande en formant avec Taubira un couple politique apparemment antagoniste, mais en fait complémentaire. Il a cru ensuite, grâce à sa popularité, utiliser le président au service de son ambition. Mais c'est un jeu de billard trop compliqué pour lui. N'est pas Mitterrand qui veut.

On le voit : de quelque côté que l'on considère le gouvernement, qu'on l'envisage comme un tout ou qu'on distingue quelques individualités, il est une force d'étouffement de notre pays, il est un rouage du système malfaisant du pouvoir socialiste. C'est ce système qu'il faut punir en toute occasion. Les élections municipales nous fournissent l'une de ces occasions. C'est une bataille particulière qu'il faut livrer pour remporter la victoire dans le combat global.

Punir le parti socialiste

On entend parfois chanter, parmi les électeurs de droite, une chanson léni-fiante sur le thème : «C'est vrai, les idées socialistes sont mauvaises, la politique socialiste mène la France à la ruine, les dirigeants socialistes ne valent pas cher, mais il faut reconnaître que, dans ma commune, la situation est assez particulière ; le maire est, en principe, socialiste, mais c'est un brave garçon, il ne se débrouille pas mal et je peux toujours lui dire ce que j'ai à lui dire.»

Ce sont des propos qui partent sans doute d'un bon sentiment, d'une aspiration confuse à une forme de concorde civile dans un monde qui ne serait pas pollué par la politique, toujours tenue en suspicion. Il peut même y avoir une part de vrai : à l'échelon municipal, les élus, même socialistes, sont plus soumis à la contrainte des réalités et font moins de place à l'idéologie. Mais cette attitude n'en est pas moins un piège. Il ne faut jamais oublier que, surtout à notre

époque, aucune localité n'est un îlot vivant en autarcie au milieu de l'océan. La situation de la France est même particulièrement grave. Notre pays est enserré dans un réseau très dense de socialisme dont les ramifications s'étendent un peu partout. Chaque artère, chaque veine, chaque vaisseau charrie au moins une parcelle de socialisme. Donc, tout renforcement d'un point quelconque du réseau renforce peu ou prou l'ensemble. N'oublions pas également que toutes les

élections locales ont une répercussion nationale par le canal des élections sénatoriales.

On peut s'attendre à ce que fort peu de candidats se réclament de l'action du gouvernement ou du président de la République. Beaucoup même feront disparaître toute référence explicite au parti socialiste. Ce n'est pas pour autant qu'ils auront renoncé au Satan rose, à ses pompes et à ses œuvres. Ce sera une simple manœuvre tactique consistant à faire le dos rond et profil bas pour se protéger du vent mauvais de la défaite annoncée. Le devoir civique de tout électeur de droite apparaît sans ambiguïté : il faut travailler à l'élimination de toute présence socialiste, même cryptée et même représentée par des francs-tireurs.

À l'échelon national, plus précisément, comment s'exerce l'action ou l'influence du parti socialiste ? Ce qui frappe principalement, c'est la pauvreté de ce parti, tant en matière intellectuelle

qu'en fait de potentiel humain. Pendant longtemps, sa référence conceptuelle a été une sorte de marxisme édulcoré. Aujourd'hui, les socialistes errent désespérément à la recherche d'un produit de remplacement. Pas une ligne directrice, pas une seule idée originale adaptée aux bouleversements du monde actuel. Tout au plus une forme d'européisme tiédasse ayant pour seule ambition de freiner quelque peu les courants eurosceptiques qui ont le vent en poupe. Quand on pense que leur grande hardiesse consiste à se demander en frissonnant s'ils peuvent se réclamer ouvertement de la social-démocratie, cette demi-idéologie grisâtre tombée en désuétude depuis plusieurs décennies, on est pris de pitié. Leur laboratoire intellectuel le plus avancé, Terra nova, réfléchit essentiellement sur des stratégies permettant de capter certaines catégories sociologiques à des fins électorales. Pour les idées de fond, on verra plus tard.

Et que dire du potentiel humain ? La détention du pouvoir national aurait pu être l'occasion de «lancer» dans le bain certaines valeurs d'avenir. On ne voit que des petits calibres. Alors, on réutilise les valeurs du passé, comme Fabius, qui va ronronner gravement dans les lieux chics de la diplomatie mondiale, le plus souvent possible loin de Hollande, qu'il méprise. Mais reste en réserve, suprême espoir et suprême pensée, comme la garde impériale, deux dames : Ségolène Royal, jusqu'à présent tenue à l'écart par la vindicte d'une femme jalouse et qui est la seule à croire qu'elle existe encore, et Martine Aubry, dont on attend apparemment que, traînant tous les cœurs après soi, elle entraîne les forces vives du parti par son charisme flamboyant.

Toute punition doit être justifiée par un motif. Pour le parti socialiste, il mérite d'être puni à l'occasion des élections municipales parce qu'il entraîne la France dans les bas-fonds de la médiocrité.

Punir Hollande

L'image de Hollande a quelque chose de déconcertant. Si l'on demandait aux Français quel mot exprime le mieux le sentiment qu'ils éprouvent à son égard, il est probable que des termes comme considération ou respect reviendraient bien peu souvent. Si on leur demandait de caractériser son action à la tête de l'Etat, on tournerait sans doute autour de termes comme faiblesse, indécision, absence de volonté. Et l'on trouverait probablement peu de jugements exprimant une condamnation violente et lui prêtant une responsabilité active dans le mauvais état de la situation en France. Il ressortirait de tout cela une sorte de dédain plutôt que d'agressivité hargneuse. À la réflexion, il semble que ce jugement défavorable soit cependant encore trop indulgent. On peut penser que l'histoire portera sur François Hollande un jugement extrêmement sévère.

En première approche, cette sévérité est justifiée objectivement par la position de clé de voûte qu'occupe le président dans la Cinquième République. Il est probablement le chef d'Etat au monde qui détient le plus de pouvoirs, de par les textes et surtout dans les faits. Il est, en particulier, le maître des nominations de haut rang. S'il a choisi Ayrault, c'est parce qu'il le savait dépourvu d'autorité, donc incapable de lui faire de l'ombre. De même, il n'a pas pu manquer de choisir Taubira et Peillon en toute connaissance de cause. Il les a nommés aux deux postes les plus stratégiques pour agir sur le formatage de la mentalité publique en sachant fort bien qu'ils s'attacheraient à subvertir les bases de la société française et à les remplacer par une idéologie nouvelle dont nous avons tracé les grandes lignes plus haut. L'a-t-il fait animé par un cynisme pervers ou par un simple calcul politicien, pour donner une satisfaction à son extrême gauche ? Peu importe. Dans l'une ou l'autre hypothèse, il a agi délibérément de façon à détruire les bases de la civilisation française.

Il n'est pas possible de faire ici le procès de sa politique économique dans son ensemble. Il y faudrait un volume entier et c'est l'aspect le plus abondamment traité par les médias. On se contentera de mettre en valeur, par quelques exemples, la marque particulière qu'il imprime à son action. On pourrait résumer l'essentiel de sa personnalité la plus intime par deux expressions : un égocentrisme démesuré et une attirance irréprouvable pour la petitesse.

On s'est étonné de l'obstination qu'il mettait, quasi seul contre tous, à promettre l'inversion de la courbe du chômage pour la fin 2013. Hollande n'est pourtant ni fou, ni stupide, ni même ignare. Il est doté d'une forme d'intelligence rusée, prudente et calculatrice. Pourquoi a-t-il pris le risque, pour une unique fois, de parler net ? C'est qu'il a été victime de sa mesquinerie intellectuelle. Son calcul était le suivant (et il explique pour une bonne part sa politique économique). D'après ses supputations, la croissance devait revenir dans la plupart des pays partenaires de la France vers la fin 2013. Cette croissance serait due aux efforts faits par ces pays, et la France recueillerait quelques miettes du festin sans faire d'efforts ni de réformes en profondeur. Cela améliorerait les chiffres du chômage et on compléterait le tableau en concentrant sur la fin de l'année la création de nombreux emplois aidés. Ainsi, en combinant la resquille et la falsification, Hollande pourrait prétendre avoir gagné son pari. De façon factice, certes, mais qu'importe. Le calcul n'était pas absurde, mais il supposait que la réalité voulût bien se plier à ces hypothèses mesquines, ce qu'elle n'a pas fait.

Il n'est pas jusqu'à la vie privée de Hollande qui ne porte l'empreinte de cette médiocrité qui fait intrinsèquement corps avec le personnage. On ne parlera pas ici au nom de la morale. On s'en tiendra à un constat. La première phase sentimentalo-

proclamaire du quinquennat peut se résumer en termes objectifs : une similitude première dame, abusivement installée à l'Élysée, jamais adoptée par les Français, congédiée en dix-huit mots glacés par un mufle sans préavis ni entretien préalable, est chassée comme l'eût été autrefois une épouse coupable répudiée par son mari outragé, ce qui, dans la situation présente, est vraiment un comble. En somme : «Je te trompe, donc je te chasse». Quant à la scène pitoyable du scooter et du casque de motard, elle a été fixée de façon indélébile par une photo qui a fait le tour du monde et qui est le seul emblème par lequel Hollande est connu de la plupart des habitants de cette planète. On s'en consolera facilement si, comme le lui a dit en pleine face un journaliste britannique, la vie privée du président de la République ne faisait pas de la France un objet de moquerie dans le monde entier.

On serait tenté de croire qu'un petit président ne pourrait être que petitement nuisible. L'exemple de Hollande prouve le contraire. Au terme de son mandat, il aura rabaissé la fonction présidentielle et le pouvoir politique en général, il aura dégradé l'image de la France et il aura ébranlé, de façon peut-être irrémédiable, les bases morales et identitaires du pays dont il a la charge. Dans ce dernier chapitre, il pourra, le cas échéant, opérer tel ou tel repli tactique, mais une bonne partie du mal est déjà faite et l'action pourra reprendre à tout moment dans une direction clairement tracée.

Tout cela est le fait d'un homme qui ne croit probablement pas en grand-chose et qui, en tout cas, ne place aucune cause au-dessus des intérêts de sa propre personne. Il n'y a à peu près aucune chance de le faire partir, mais les élections municipales fournissent une bonne occasion de lui infliger un cuisant désaveu.

Punition, mode d'emploi

Pour punir réellement le pouvoir de gauche, il ne suffit pas de le rendre globalement minoritaire en voix, il faut le déloger du plus grand nombre possible des municipalités qu'il détient actuellement, et pour cela, il faut voter avec discernement.

Avant tout, il faut bien voir qu'un raz-de-marée de droite n'est nullement inscrit dans les astres. Il est très probable qu'un scrutin national clairement politique serait aujourd'hui cruel pour la gauche. Pour les raisons que nous avons indiquées au début de ces propos, il n'en va pas de même pour les élections municipales. C'est à l'échelon local que les socialistes sont le mieux implantés. Un récent sondage fait d'ailleurs apparaître une évolution qui leur est favorable. Les abstentions, qui sont probablement plus nombreuses dans les rangs de la gauche, sont en diminution. Pour la détermination des votes, les considérations locales progressent, alors que les considérations nationales diminuent. Conséquence logique : la gauche gagne deux points.

Les électeurs de droite ne peuvent donc se permettre aucune fantaisie, même au premier tour. En effet, la loi électorale joue un rôle décisif. Il suffit d'obtenir les suffrages de 10 % des votants pour se maintenir au second tour. On peut être sûr que de nombreux électeurs de droite seront tentés de «se défouler» en votant au premier tour pour une liste qui n'aurait que très peu de chances d'être élue, tout en se disant qu'ils se rattraperont au second tour. Mais dans bien des cas, le mal sera fait, car

ces voix, prêtées provisoirement à la liste qui ne sera finalement pas majoritaire, pourront suffire à lui permettre de franchir la barre des 10 %, donc de se maintenir. Résultat : une triangulaire à droite, donc la certitude de faire élire la gauche. Le potentiel global de la droite, en effet, dispersé au premier tour, se regrouperait en bonne proportion au deuxième tour s'il y avait un affrontement binaire droite-gauche, sur un schéma politique national, mais demeurerait fractionné en cas de triangulaire.

Bien entendu, derrière ce schéma théorique, mais réaliste, il n'est pas difficile de mettre des noms de partis. Dans le parti susceptible de recueillir des voix de défautement, on aura reconnu le Front national. Même si les sondages le donnent en progression par rapport aux précédents scrutins (encore que cette progression semble bien être en train de se calmer), il n'en demeure pas moins qu'il dispose de très peu de réserves de voix pour le second tour. La plupart du temps, il fait presque le plein au premier tour, ce qui l'empêche d'être finalement majoritaire. Ainsi, même avec des proportions éventuellement différentes cette fois-ci, on se retrouve dans le même cas de figure que toutes les fois précédentes : un FN fort fait élire la gauche. C'est mécanique. Ne serait-ce que pour cette raison mécanique, les électeurs de droite ne doivent donc pas apporter leurs suffrages au Front national.

Qui plus est, ceux qui, en votant FN, croiraient voter pour une droite pure et

sure s'exposeraient à une déconvenue certaine. Il faut croire Marine Le Pen quand elle dit ne pas être de droite. Deux indices au moins le confirment dans les faits : son programme économique très «mélanchonien» (avec la retraite à 60 ans et les nationalisations de type mitterrandien !) et sa tiédeur très marquée (la sienne et plus encore celle de son entourage) pour les «manifs pour tous». Ceci mériterait des développements qui viendraient en leur temps.

Pour punir la gauche, il n'y a donc pas cinquante solutions : il faut voter pour ce qu'on appelle la droite de gouvernement, dont la colonne vertébrale est l'UMP.

Comme toujours, notre position est parfaitement nette. Elle est inspirée, sur le fond, par le seul intérêt de la France et, tactiquement, par une vue réaliste de la situation. Elle doit toutefois s'accompagner d'un avertissement plus ferme que jamais. Il ne faut pas que cette droite s' imagine bénéficier à perpétuité d'une rente de situation. Tous les sondages qui s'accumulent confirment la désaffection de l'opinion à l'égard de la classe politique. Les partis politiques de droite doivent prendre conscience de l'évolution profonde de la population française, qui ne tolère plus les compromissions avec une idéologie tiédasse et gachisante. C'est une grande chance pour la droite. Si elle ne la saisit pas, ce sera sa perte et aussi, ce qui est plus grâce, un mauvais coup porté à la France.

SI VOUS AUSSI, VOUS PARTAGEZ NOTRE ANALYSE, ALORS RENVOYEZ-NOUS L'ENCADRÉ CI-DESSOUS

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Téléphone Portable Télécopie

Courriel @ Date et lieu de naissance

Profession

J'apporte mon soutien aux campagnes du MIL

Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse :
 200 € ou plus 100 € 80 € 50 € 20 € 10 €
 (J'ai noté que je recevrai un reçu fiscal pour tous les dons que je ferai - coût réel : 34% de la somme).

Je souhaite adhérer au M.I.L. ou renouveler mon adhésion pour l'année 2013 ou/et 2014 :

- Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de **200 € (coût réel 68 €)**
- Cotisation pour la carte de membre donateur : **100 € (coût réel 34 €)**
- Cotisation de membre : **50 € (coût réel 17 €)**
- Cotisation couple : **50 € (coût réel 17 €)** (indiquez le nom et le prénom)
- Cotisation chômeur, jeune (moins de 25 ans) (pas de reçu fiscal) : **15 € (coût réel 15 €)**
- Cotisation réduite (pas de reçu fiscal, pas de journaux par courrier) : **30 € (coût réel 30 €)**

Le montant de la cotisation réduite ne permet pas de lancer des campagnes militantes contre la gauche.

Je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.

Date

Signature

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne. Elles font l'objet d'un traitement informatique et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. En application des articles 39 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent sur justification de votre identité.

MUNICIPALES 2014 HOLLANDE STOP <small>MIL www.lemil.org MIL</small> <small>La droite civique, gaulliste et patriote.</small>	MUNICIPALES RAS-LE-BOL de la GAUCHE <small>MIL www.lemil.org MIL</small> <small>La droite civique, gaulliste et patriote.</small>
MUNICIPALES 2014 un DEVOIR : BATTRE la GAUCHE <small>MIL www.lemil.org MIL</small> <small>La droite civique, gaulliste et patriote.</small>	MUNICIPALES 2014 un DEVOIR : PUNIR le PS <small>MIL www.lemil.org MIL</small> <small>La droite civique, gaulliste et patriote.</small>

MIL : La droite civique, gaulliste et patriote

VIGILANCE & ACTION

est édité par le M.I.L.

Directeur de la publication : R. BÉTELLE

(Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)